



**Audition devant la
Commission du Développement du Parlement Européen**

**Alain Joyandet
Secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie**

**Bilan du volet Développement
de la Présidence Française de l'Union européenne**

- 8 décembre 2008 -

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les députés,

On juge, dit-on, une présidence de l'Union Européenne à sa réactivité. Vous conviendrez que l'agenda international et la cascade de crises qui sont survenues ces six derniers mois, ont mis le pôle français des affaires étrangères à l'épreuve.

Je suis fier que notre secteur de la coopération ait apporté sa pierre à l'édifice. Je suis particulièrement heureux que nous ayons atteint les trois grands objectifs que nous nous étions fixés.

Premier objectif. Nous avons pu mieux articuler nos politiques.

Second objectif. Nous avons réussi à renforcer nos moyens.

Troisième objectif. Nous avons fortement développé nos partenariats.

La sécurité alimentaire était le fil vert de la Présidence. J'ai voulu que nous abordions cet enjeu de façon concrète et que nous jetions les bases d'une action sur le court, moyen et long terme. L'Union européenne est parvenue à apporter une réponse concrète à la crise alimentaire dans des délais record, puisque le règlement sur la facilité alimentaire sera adopté en codécision avant la fin de l'année. Le vote très net du Parlement européen jeudi 4 décembre témoigne du soutien déterminé de votre assemblée à cette initiative, ce dont je vous remercie. Il s'agit de l'adoption en première lecture la plus rapide de l'histoire communautaire.

Si cette réponse est significative (1 milliard d'Euros sur 2008-2009-2010) elle n'épuise toutefois pas l'action que doit entreprendre l'Union. Comme je l'avais annoncé lors de l'informelle développement de Bordeaux, j'ai ouvert ce matin à Paris un forum pour faciliter l'investissement dans le secteur agricole en Afrique sub-saharienne.

S'agissant de la crise financière, la Présidence française est heureuse de constater que les préoccupations des pays en développement sont présentes dans la déclaration du G20 (article 14) adopté à Washington le 15 novembre. J'ai moi-même organisé à Strasbourg, une réunion des ministres du développement du G20 élargie à l'Union Africaine et à l'ensemble de l'Union Européenne. Nous nous y sommes entendus pour alimenter le G20 avec des propositions concrètes pour associer les pays pauvres au processus de réforme.

La Conférence de Doha sur le financement du Développement s'est inscrite dans cette dynamique de recherche de solutions internationales à la crise systémique. C'est ce que le Président Sarkozy a réaffirmé avec force lors l'ouverture de la conférence de Doha et qui a été validé par la déclaration finale de la conférence. Chacun s'accorde à reconnaître que l'Union Européenne fût au centre du consensus général.

Grâce à une coordination exigeante et des lignes directrices détaillées, l'Union a pu réellement peser dans les négociations lors de cette conférence et faciliter un consensus international renouvelé et renforcé en faveur du financement du développement. L'objectif de 0.7 % a été réaffirmé et le principe d'élaboration de calendriers a été reconnu. L'engagement international sur un recours accru à des sources innovantes de financement a également été confirmé.

En matière d'efficacité de l'aide, le troisième forum de haut niveau d'Accra, constitue également un succès pour l'Union européenne. Le Programme d'Action d'Accra devrait donner une nouvelle impulsion aux efforts en matière d'efficacité de l'aide.

Par ailleurs, je souhaiterais souligner certains des nombreux chantiers sectoriels que nous avons pu renforcer.

Premièrement, nous avons pu lancer une grande initiative de renforcement des systèmes de santé sur le double angle de la lutte contre la pénurie des personnels de santé et de la couverture maladie dans les pays en développement.

Deuxièmement, nous avons pu élaborer une charte européenne de la coopération en matière d'appui à la gouvernance locale.

Troisièmement, lors de la présentation de notre programme de travail, vous aviez souligné, avec raison, l'absence d'une référence explicite au genre. Je suis très heureux que nous ayons obtenu que la Déclaration de Doha intègre, sous la pression de l'Union Européenne, des textes sans précédent pour une telle conférence internationale, précisément sur la question du genre.

Quatrièmement, la migration et le développement. La Conférence euro-africaine pour les migrations et développement réunie à Paris le 25 novembre dernier a défini un programme d'actions dynamiques pour optimiser l'impact des migrations sur le développement.

Cinquièmement, les accords de partenariat économique (APE). Nous avons hérité en juillet d'un contexte politique APE particulièrement endommagé. La Présidence s'est employée à réunir les conditions d'une signature de l'APE avec le Cariforum (15 octobre) et de l'accord d'étape en vue d'un APE avec la Côte-d'Ivoire (26 novembre). Ces deux accords ont pu ainsi être notifiés à l'OMC. Les conclusions du Conseil de novembre consacrées aux APE et à l'intégration régionale sont à cet égard utilement venues rappeler la nécessité de poursuivre les négociations dans un esprit d'écoute et de flexibilité à l'égard des ACP. Le succès de cette négociation exige d'œuvrer à un climat de confiance avec nos partenaires ACP, en mettant clairement l'intégration régionale et les APE au service du développement de ces pays.

Je ne m'étendrai pas sur les crises et notamment en Mauritanie, au Zimbabwe, en RDC, en Somalie, ou encore au Darfour. Hélas ces crises restent ouvertes.

Au total, nous avons participé à renforcer l'Union Européenne sur la scène internationale. La demande d'Europe n'y a jamais été aussi forte.

Une Europe débarrassée de ses complexes.

Une Europe de valeurs.

Une Europe plus proche du citoyen.

Une Europe de la solidarité entre le nord et le sud.

Mais surtout nous avons fait avancer une Europe de partenaires. J'avais exprimé dans cette enceinte en juillet notre volonté de travailler ensemble, Parlement et Conseil dans une méthode ouverte et pragmatique. Je me félicite d'avoir pu établir, Monsieur le Président une excellente collaboration avec votre Commission et vous-même. Une collaboration certes plutôt « dynamique », mais c'est la le jeu de la démocratie à laquelle nous sommes tous si attachés. Le parlement ne nous a jamais fait défaut.

Les succès de cette présidence sont donc les vôtres. Je les considère comme les résultats des efforts de tous. Aussi celui des ONG que je sais toujours nombreuses dans cette salle.

Voilà Mesdames, messieurs les députés ce que je souhaitais vous dire sur ce semestre passionnant.

Je n'ai qu'un regret c'est que les télescopages d'agenda m'aient interdit de participer en personne à l'Assemblée Parlementaire Paritaire de Port – Moresby. J'ai bien noté que les deux grands sujets de la déclaration que l'Assemblée Paritaire a adoptée, étaient précisément ceux que j'ai défendus à Doha. Vos approches sur les crises alimentaires et financières y sont les mêmes que les nôtres.

Laissez-moi conclure en rappelant comme l'a dit saint Exupéry que « nous construisons trop de murs et pas assez de ponts ». Ce n'est pas une vue de l'esprit pour les habitants de Montrouis en Haiti, coupés de tout depuis que le pont qui les reliait aux services de base a été détruit pas les ouragans Hanna et Ike.

La présidence française n'est pas terminée. Je compte mettre à profit les 23 jours qui nous restent pour que notre présidence ne s'achève pas sans que les fondations de ce pont de Montrouis ne soient posées.

Nous resterons impliqués dans le suivi de notre programme de trio avec nos amis tchèques et suédois, à qui je souhaite d'avance le meilleur succès.

Je vous remercie de ce bout de chemin parcouru ensemble.

Merci de votre attention.